

Mardi le 17 février 2009, Longueuil, Québec

Monsieur Sylvain Croteau

Directeur général

Fédération québécoise des sociétés de généalogie

Monsieur,

C'est avec un paradoxal mélange de plaisir et de rage que j'ai pris connaissance de votre courriel relatif à la conclusion d'une entente de partenariat entre la FQSG et la SFOHG, entente ayant comme objectif « la réalisation d'un fichier sur les élus municipaux du Québec et de l'Ontario français du début du régime municipal jusqu'à nos jours ».

Cette démarche, si elle en venait à avoir les moyens de ses ambitions, conduirait à une mise à la disposition de l'ensemble des chercheurs, depuis le simple curieux jusqu'à l'universitaire de niveau postdoctoral, d'une fantastique (donc crédible) base de données révélant en bloc, une prosopographie du personnel municipal pour le territoire des Canada-Unis, depuis la genèse de notre régime municipal national (avril-mai-juin 1833, pour Toronto, Québec et Montréal), jusqu'à aujourd'hui.

L'initiative d'associer l'univers franco-ontarien à cette démarche me semble excellente car la « municipalisation territoriale » de l'Ontario s'est faite en même temps et pour les mêmes raisons que celle du Québec, sous l'autorité du même pouvoir central. Je déplore cependant que l'ensemble du territoire de l'Ontario ne soit pas couvert, ce qui maintient un clivage au niveau des sphères de recherche entre le monde anglophone et le monde francophone, clivage d'autant plus injustifiable que, bien que les élus municipaux franco-ontariens soient nombreux, leurs confrères anglo-ontariens, natifs de Montréal ou de Québec le sont autant. Les interconnexions généalogiques sont en fait beaucoup plus nombreuses que ce qui est généralement présumé, point qui ne pourra hélas être mis en lumière à cause des actuelles limites géographiques de votre projet.

A ce propos, je cite en exemple le maire de Montréal, Aldis Bernhard, fondateur de l'ordre des dentistes du Québec, dont on ignore toujours le nom des parents, ce qui ne serait pas le cas si les organismes associés dans la présente démarche étaient aussi efficaces et déterminés, dans leurs recherches relatives aux anglophones que pour les francophones ; celui de George O'Kill Stuart, maire de Québec né à Toronto ; et celui de Thomas David Morrison, maire de Toronto en 1836 et natif de Québec. En bref, l'approche limitative linguistique ou ethnique me semble devoir être totalement évacuée, quitte à s'associer à un ou deux organismes partenaires pour le Québec et l'Ontario anglophones. Ce projet ne saurait se priver de l'expertise des sociétés anglophones d'histoire ou de généalogie, du Québec et de l'Ontario. La culture et l'histoire peuvent construire, j'en suis convaincu, des ponts remarquables, là où la langue a creusé de profonds torrents. En ce sens, une telle initiative, en plus de conduire à l'obtention d'un résultat davantage satisfaisant, serait un exemple de partenariat marquant un tournant salutaire à plusieurs égards. La connaissance de l'anglais est du reste essentielle dans la présente recherche, de nombreux procès-verbaux n'étant rédigés que dans cette langue.

Cependant, la démarche annoncée « colliger, dans un même format, des informations disponibles dans différents ouvrages (monographies, répertoires, biographies, etc.) », me semble être aussi vaine et absurde que de vouloir faire un répertoire de la population planétaire en numérisant l'ensemble des bottins téléphoniques à travers le monde. Le résultat sera partiel et nul en terme de fiabilité.

L'ensemble des monographies, même celles rédigées avec les meilleures intentions et par des chercheurs, parfois trop renommés, est à rejeter parce que ces sources sont secondaires et dans 99% des cas, rédigées sans une lecture de la totalité des procès-verbaux, article par article, page par page, année après année. En bref, exception faite de l'ouvrage de Lionel Fortin sur des maires « Les municipalités du Haut-Richelieu des origines à nos jours », et celui de Serge Courville sur des entités municipales « Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle (1825-1861) », je ne connais rien de fiable.

M'étant astreint à cette discipline de dépouillement des sources primaires depuis plus de onze ans, dans ma recherche relative aux « Maires et municipalités dans l'archipel d'Hochelaga (3.6.1833-3.6.2008) » (îles de Montréal, de Laval, Perrot et Bizard), je suis par exemple en mesure de vous préciser que le premier maire de ce qui allait devenir Kirkland est un patriote célèbre alors que Kirkland ignore les noms de ses douze premiers maires ; que Lachine (et Saint-Henri, et Verdun, et LaSalle, et Sainte-Genève...) qui croit connaître son premier maire se trompe de personnage ; qu'il manque cinq maires à la liste officielle des maires d'Anjou ; que Joseph-Octave Villeneuve ne fut pas le premier maire de Saint-Jean-Baptiste ; que Jean Drapeau fut en fait et incontestablement le premier maire de la Ville de Montréal ; que d'écrire que Robert Bickerdike fut maire intérimaire de Summerlea équivaut à écrire que René Lévesque fut un député provincial ; que de 1847 à 1884, il y avait deux maires de Montréal à la fois ; et que le mandat de treize ans d'un maire de Verdun au XIX<sup>e</sup> siècle, doit être segmenté en deux mandats, séparés par un jour pendant lequel un autre personnage fut maire. Ces découvertes sont le résultat d'une recherche exclusivement axée vers les sources primaires contemporaines (procès-verbaux, correspondance du lieutenant-gouverneur en conseil, compte-rendu d'élection dans les journaux).

L'établissement d'un répertoire des municipalités disparues et subsistantes devrait être une première étape. En effet, avant d'espérer débusquer les maires et échevins, il faut repérer l'ensemble des entités municipales devant être pourvues de tels conseils municipaux afin de couvrir l'ensemble du territoire pour l'ensemble des époques. Par la suite devrait se faire le dépouillement des sources primaires relatives aux élus. De plus, les résolutions d'un procès-verbal étant parfois loin d'être limpides, une formation préalable au dépouillement de ces documents me semble indispensable.

Trop de publications récentes (et j'ai en tête quelques publications commémoratives récentes, massivement subventionnées), sont le résultat de recherches douteuses, effectuées parfois en sous-traitance et qui par exemple relativement aux chronologies municipales, sont à ce point fautives pour des périodes aussi récentes que la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle qu'elles semblent rédigées à partir d'une tradition orale tirée de quelque contemporain partiellement amnésique.

En bref, toute louable et passionnante que me semble cette démarche, avec l'actuelle méthodologie, je crains que vous n'accouchiez que d'un petit scandale commandité...

Salutations distinguées

Janko Pavsic  
Longueuil, Québec